



SERVICE CANADIEN
DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS



2022

RAPPORT PUBLIC

SUR LE CRIME ORGANISÉ AU CANADA

Date de publication : le 28 octobre 2022

Canada

Directeur général

J'ai le plaisir de présenter le *Rapport public sur le crime organisé au Canada de 2022* (RPCO). Cette évaluation publique annuelle du Service canadien de renseignements criminels (SCRC) présente un aperçu du paysage criminel canadien et des activités des groupes du crime organisé (GCO) qui y opèrent.

Les GCO continuent d'évoluer en utilisant les avancées technologiques pour faciliter les activités criminelles et en opérant avec des réseaux largement établis de portée nationale et internationale. Bon nombre des GCO de ces réseaux sont impliqués dans diverses entreprises criminelles, générant des flux de revenus supplémentaires et des redondances dans leurs opérations. Face à cet environnement menaçant, la communauté d'application de la loi doit de plus en plus travailler ensemble pour lutter contre le crime organisé.

Alors que la plupart des renseignements produits par le SCRC ne sont partagés qu'avec les organismes d'application de la loi, le SCRC divulgue de plus en plus d'informations au public afin de sensibi-

liser le public à la nature et à l'étendue des menaces du crime organisé au Canada. Cette perspective permet de s'assurer que les forces de l'ordre, le gouvernement et le grand public canadien ont une vision cohérente du crime organisé et contribue à établir et à maintenir les partenariats qui sont essentiels à notre capacité à combattre cette menace.

En plus d'un aperçu du crime organisé au pays, le RPCO présente une section relative aux groupes représentant une menace élevée à l'échelle nationale et aux facilitateurs clés et fournit également une analyse relative à huit sphères criminelles prioritaires et aux répercussions que les acteurs de ces sphères présentent au sein des secteurs public et privé, ainsi qu'à leur recours à la violence et à leur rôle dans la crise des surdoses au Canada.

Le RPCO combine des rapports d'application de la loi et de source ouverte, ainsi que des renseignements provenant d'organismes gouvernemen-



taux nationaux et internationaux, pour évaluer les menaces importantes du crime organisé pour le Canada. Le SCRC est fondé sur le partage de renseignements, et travaille en collaboration avec ses bureaux provinciaux ainsi que plusieurs organismes d'application de la loi fédéraux, provinciaux et municipaux. Je suis reconnaissant à nos collègues des agences partenaires, dont les contributions permettent un échange sain d'informations et de renseignements vitaux, qui est la pierre angulaire de la production d'évaluations nationales pertinentes et opportunes.

J'espère que le RPCO de 2022 sera utile et servira à améliorer la compréhension du crime organisé et de ses répercussions sur les Canadiens et Canadiennes.





– Surint. pr. Rob Gilchrist
Directeur général du SCRC

Table des matières

Processus d'évaluation intégrée des menaces **2**









Aperçu du crime organisé **3**

Évaluation des répercussions

-  Infiltration du secteur public **5**
-  Recours à la violence **5**
-  Implication dans le secteur privé **6**
-  Surdoses et décès par surdose **6**

Groupes représentant une menace élevée à l'échelle nationale et facilitateurs clés **7**

Sphères criminelles prioritaires

-  Gangs de motards hors-la-loi **8**
-  Réseaux de la mafia **9**
-  Gangs de rue **10**
-  Réseaux du fentanyl **11**
-  Réseaux de la méthamphétamine **12**
-  Réseaux de blanchiment d'argent **13**
-  Réseaux de cybercriminalité **14**
-  Réseaux de la traite de personnes **15**

Processus d'évaluation intégrée des menaces

DU SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS

PROCESSUS D'ÉVALUATION INTÉGRÉE DES MENACES



Créé en 2012, le groupe de travail sur l'évaluation intégrée des menaces (EIM) réunit des représentants du

Bureau central et de chacun des bureaux provinciaux du SCRC, qui collaborent pour dresser un portrait aussi exact que possible de la menace posée par le crime organisé au Canada en évaluant les groupes du crime organisé (GCO) au pays à partir d'un outil commun de mesure de la menace. Un ensemble de définitions et de règles communes facilite l'attribution d'un niveau de menace aux GCO actifs dans chaque région.

Les niveaux de menace sont attribués à partir d'information et de renseignements datant d'au maximum deux ans, en lien avec neuf critères d'évaluation de la menace. L'information et les renseignements datant de plus de deux ans peuvent servir à mettre les capacités d'un groupe en contexte, mais ils ne peuvent pas servir à déterminer le niveau de menace que le groupe représente au moment de l'évaluation. Les critères sont les suivants :



Le neuvième critère, qui évalue les capacités de menace en lien avec le blanchiment d'argent (BA), a récemment été adopté et est mis en œuvre pour la première fois dans le cycle de production actuel.

ÉVALUATION DES RÉPERCUSSIONS

Au-delà de la menace, le RPCO de 2022 aborde les répercussions des huit sphères criminelles prioritaires en relation à des problématiques actuelles, incluant (le cas échéant), leur influence au sein du secteur public, leur recours à la violence, leur implication dans le secteur privé et leur implication dans les surdoses et décès par surdose. Ces sujets continueront à être évalués au cours de l'année à venir.

NIVEAUX DE MENACES DES GROUPES CRIMINELS

Le niveau de menace des GCO est déterminé en combinant le poids des neuf critères, en effectuant un examen comparatif des niveaux de chaque groupe et en analysant la menace qu'ils représentent. Chaque critère comprend les niveaux de menace élevée, moyenne, faible, nulle ou inconnue.



En général, les GCO qui représentent une menace élevée ont recours à la violence, ont infiltré des organismes d'application de la loi, des forces de sécurité ou le gouvernement, ont accès à plusieurs types d'entreprises, entretiennent des liens de nature criminelle avec plusieurs autres GCO et mènent des activités criminelles de portée interprovinciale ou internationale.

Les groupes représentant une menace élevée à l'échelle nationale (**#RMEN**) n'ont pas nécessairement une note élevée en lien avec tous les critères puisque l'évaluation finale repose sur l'analyse combinée de tous les critères. Les bureaux provinciaux doivent utiliser les mêmes critères et les mêmes définitions pour évaluer les GCO, mais ils n'ont pas à accorder la même importance aux critères. Cette flexibilité permet l'attribution de niveaux de menace différents aux échelles régionale, provinciale et nationale, en fonction des exigences des clients de chaque bureau ; p. ex., un groupe qui représente une menace élevée à l'échelle provinciale pourrait représenter un niveau de menace différent à l'échelle nationale, selon l'importance relative accordée à chaque critère. L'uniformité des critères de menace et des définitions permet une analyse cohérente des renseignements réunis au sujet de chaque GCO.

FACILITATEURS CLÉS

Depuis 2019, le processus d'EIM comprend une définition établie afin d'identifier des facilitateurs clés potentiels, misant sur des individus qui sont responsables de coordonner le travail d'un réseau criminel ou qui jouent un rôle important dans ce réseau, et dont la perturbation pourrait porter atteinte aux activités criminelles de plusieurs groupes à l'intérieur de ce réseau. Cette définition tient compte des particularités régionales et thématiques et est assujettie au jugement analytique.

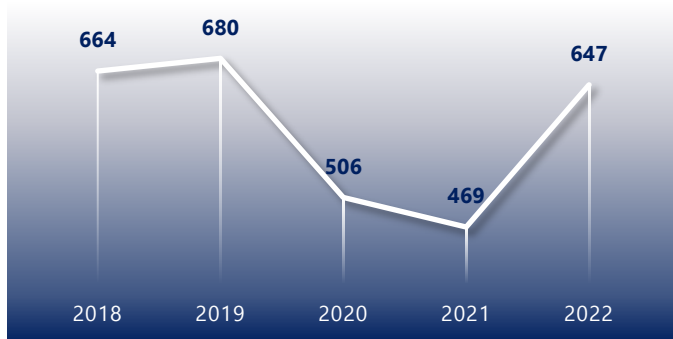
Aperçu du crime organisé

À L'ÉCHELLE NATIONALE EN 2022

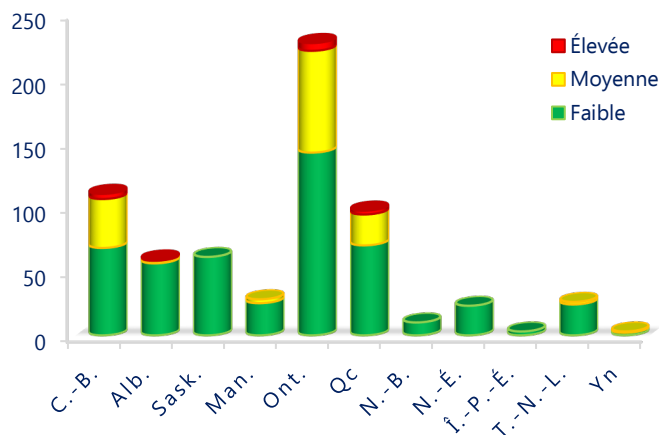
LES GROUPES DU CRIME ORGANISÉ AU CANADA

3000+ GCO sont ou seraient actifs au Canada.

647 GCO évalués et notés en fonction des critères d'EIM, ce qui représente un retour aux tendances en matière de signalement qui prévalaient avant la pandémie.



14 GCO évalués comme *groupes RMEN*. 149 OCGs représentent une menace moyenne et 484 représentent une menace faible.

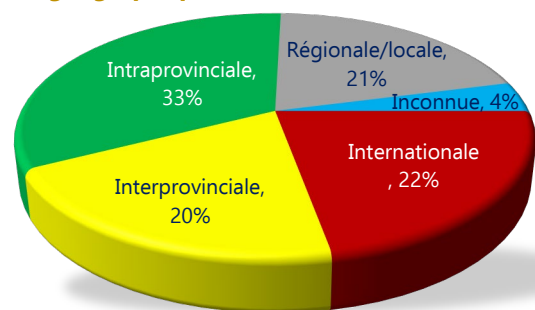


37% des GCO évalués ne l'avaient jamais été auparavant. Cela peut être attribuable à différents facteurs, notamment la réorientation du ciblage en fonction de nouvelles priorités, la conclusion d'enquêtes et la quantité limitée de ressources policières pour continuer de transmettre de l'information sur les groupes connus. En outre, 90 autres GCO qui n'ont pas été évalués ont été signalés pour la première fois et ont été découverts grâce aux liens criminels qu'ils entretiennent avec des GCO évalués.

PORTÉE GÉOGRAPHIQUE ET EXPANSION

La *mondialisation* a permis à des réseaux de GCO peu structurés sévissant à l'échelle internationale d'entrer facilement en contact et de mettre leurs ressources et leur expertise en commun afin d'accroître de façon significative leurs capacités criminelles (*Mondialisation de la criminalité*, ONUDC). Des GCO canadiens représentant divers niveaux de menace *étendent la portée géographique* de leurs activités.

Portée géographique des activités des GCO



Pour les GCO, les avancées technologiques ont compensé les restrictions de déplacement imposées pendant la pandémie de la COVID-19 et ont facilité les activités dans certains marchés, comme l'utilisation du Web invisible pour faire du trafic d'opioïdes et de méthamphétamine, ce qui a accentué la crise des surdoses et intensifié la cybercriminalité.

52 pays recensés en 2022 avec lesquels les GCO canadiens entretiennent des liens (y compris les pays où des criminels sont soupçonnés de se rendre pour consolider leurs réseaux criminels).



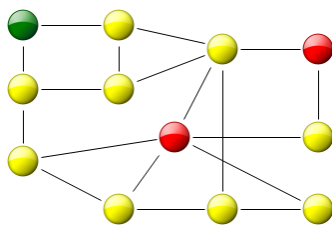
Les *cinq pays principaux* sont généralement des sources de précurseurs chimiques destinés à la production de drogues synthétiques et des pays source et de transit pour les drogues illicites. Les UAE, sur la liste pour la première fois, servent principalement à faciliter des stratagèmes internationaux de blanchiment d'argent et d'autres crimes financiers et servent de lieu de transit pour l'exportation de véhicules volés.

- #1 États-Unis
- #2 Mexique
- #3 Colombie
- #4 Chine
- #5 Émirats arabes unis (UAE)

RÉSEAUX ET ASSOCIATIONS CRIMINELLES

La structure et la composition des GCO sont de moins en moins importantes pour les activités criminelles organisées compte tenu des possibilités accrues d'établir des liens avec des réseaux et des associés au Canada ou à l'étranger.

Globalement, la *quantité* des liens criminels importe moins que la *qualité* de ces relations. Certains des réseaux réunissant le plus grand nombre de groupes contiennent des GCO représentant une grande menace. Depuis quelques années, les trois réseaux criminels dont les membres sont les plus interconnectés sont les bandes de motards hors-la-loi (BMHL), la mafia et les gangs de rue.



La combinaison de *vastes réseaux établis* et de *portées géographiques* des activités criminelles renforce la menace que représente les GCO dans le paysage national et international. Beaucoup de ces groupes sont également impliqués dans diverses entreprises criminelles, créant des flux de revenus supplémentaires et des redondances dans leurs opérations.

152 GCO n'ont aucun lien de collaboration avec d'autres groupes, que ce soit directement ou via des associés communs. Cela représente une plus grande proportion de *orphelins du réseau* que ce qui a été signalé au cours des dernières années, un écart qui peut être le résultat de défis de collecte depuis le début de la pandémie, ainsi que l'identification de nouveaux GCO dont les réseaux n'ont peut-être pas encore été identifiés. Parmi ces groupes :

- ❖ 93 % représentent une menace faible à l'échelle nationale
- ❖ 80 % ont une portée nationale (et 59 % opèrent à l'échelle régionale ou dans une province)
- ❖ 76 % sont impliqués dans un seul marché criminel ou n'ont qu'un rôle.

EXPANSION DES ACTIVITÉS CRIMINELLES

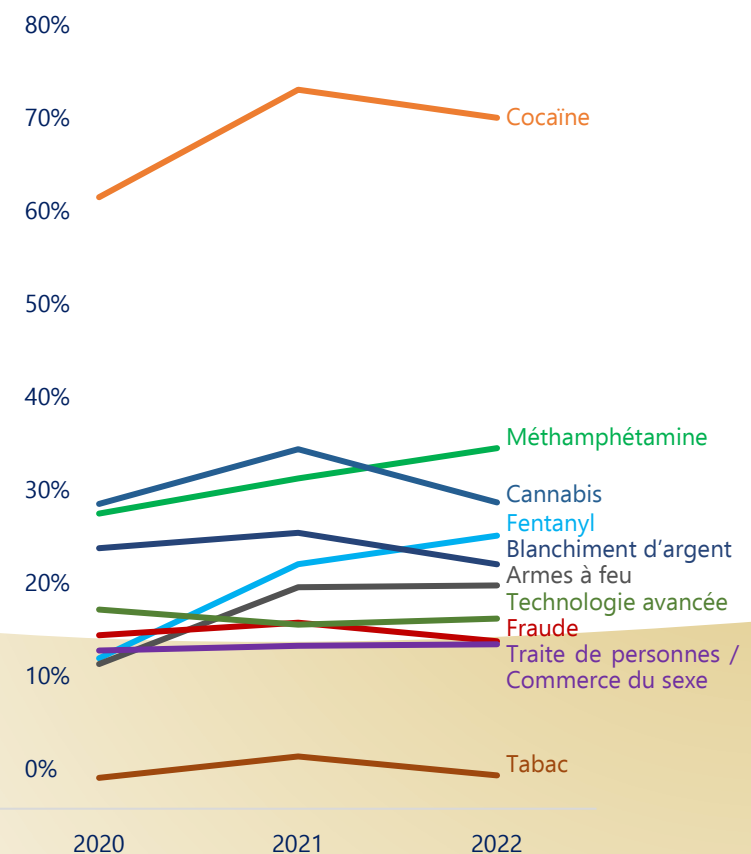
Les GCO continuent de s'adapter et de se *diversifier* afin de développer leurs activités criminelles et d'augmenter leurs profits. 243 GCO seraient impliqués dans deux marchés ou plus (drogues illicites, criminalité financière, contrebande, crimes contre les personnes et crimes contre la propriété) avec deux rôles distincts ou plus.

Malgré cette diversification, il ne semble pas y avoir d'évolution significative de l'implication proportionnelle des GCO sur les marchés, selon les données signalées de l'EIM.

- ❖ La cocaïne demeure la principale marchandise illicite faisant l'objet d'un trafic au Canada (et dans le monde).
- ❖ L'implication des GCO dans la méthamphétamine et le fentanyl continue d'augmenter.

De plus, les marchés les plus importants dans le paysage criminel canadien sont des priorités actuelles et continueront d'être évalués par le SCRC.

Implication des GCO dans les marchés criminels clés, données d'EIM 2020-2022



Évaluation des répercussions

À L'ÉCHELLE NATIONALE EN 2022

INFILTRATION DU SECTEUR PUBLIC

Le Canada est considéré comme l'un des pays les moins corrompus du monde, et le degré de corruption de son secteur public est bas (*Indice de perception de la corruption de 2020*, Transparency International). Néanmoins, la corruption des processus gouvernementaux peut faire grimper le coût des projets de plus de 50 % et risque de porter atteinte à la confiance du public.

4% des GCO (29) exercent une influence sur des ministères / agences du secteur public canadien ou y ont accès. Bien qu'ils aient principalement accès aux administrations *locales ou régionales*, les GCO peuvent en tirer profit à l'appui d'activités criminelles inter-provinciales, voire internationales.

Certains secteurs comportent des *risques inhérents* qui peuvent susciter l'intérêt des GCO, comme les renseignements protégés et sensibles ou le caractère lucratif des marchés de l'État, incluant des entreprises associées aux secteurs suivants :

- ❖ Le transport et l'entreposage (81 GCO) ;
- ❖ La construction (71 GCO) ; et
- ❖ Les services professionnels, scientifiques et techniques (25 GCO).

57% des GCO signalés ont une implication inconnue dans le secteur public. Quoique cette situation s'explique probablement en partie par les signalements non effectués en raison du caractère sensible des enquêtes, il est très rare que des fuites de renseignements du gouvernement et des atteintes à la sécurité soient signalées. Cette situation porte à croire que *l'infiltration serait somme toute limitée*. Néanmoins, une vigilance continue est essentielle pour atténuer les risques, compte tenu de l'impact potentiel élevé de telles violations.

Il convient de souligner qu'en général, l'infiltration du secteur public *n'est peut-être pas nécessaire* pour le crime organisé, puisqu'un grand nombre de GCO sont bien enracinés, ont de solides réseaux criminels et sont manifestement capables d'échapper à la vigilance de la communauté chargée de l'application de la loi et au regard attentif du gouvernement.



RECOURS À LA VIOLENCE

Les actes de violence perpétrés en public représentent l'un des principaux risques pour la sécurité de la population.

Le conflit des gangs du Lower Mainland oppose des GCO rivaux alignés en deux factions principales.

Les BMHL et la mafia, souvent via des intermédiaires (p. ex. gangs de rue), dans la région du Grand Toronto (RGT) et le Grand Montréal. Des gangs de rue se disputent le contrôle des chaînes d'approvisionnement en drogue dans la RGT et dans la région de la capitale nationale.

20% des homicides signalés au Canada étaient liés à des GCO (2020). Bien que les actes de violence liés à des GCO ne représentent qu'un faible pourcentage, le nombre de fusillades et d'homicides présumément perpétrés par des membres de GCO dans des lieux publics est préoccupant.

71% des GCO évalués sont impliqués dans des activités violentes – agressions, homicides, fusillades. Près de la moitié utilise la *violence de façon stratégique* afin de conserver ses parts de marché (y compris les profits), de préserver ses territoires de drogue et de recouvrer des dettes, dans le cadre de conflits internes et de rivalités ou en guise de représailles.

La violence interprovinciale et intraprovinciale est de plus en plus répandue, au fur et à mesure que les GCO prennent de l'expansion ou s'installent sur des territoires qui ne correspondent pas à leur base d'activités, ce qui multiplie les risques de conflit et de violence liés au contrôle des territoires de distribution et accentue la menace pour la sécurité publique.

Les GCO qui représentent une grande menace peuvent se protéger en demandant à des *intermédiaires* de commettre des actes de violence pour eux. Les BMHL et les groupes de la mafia passent souvent des contrats avec des membres de gangs de rue pour commettre des actes de violence en leur nom (homicides, agressions et incendies criminels).



IMPLICATION DANS LE SECTEUR PRIVÉ

41% des GCO évalués sont collectivement liés à **1682 entreprises**.

30% contrôlent ou dirigent des entreprises du secteur privé dans différents domaines qui peuvent leur servir pour favoriser leurs activités criminelles.

Les principaux secteurs commerciaux liés à des GCO sont les services de restauration (aliments et boissons), la vente au détail, le transport et les entrepôts, la construction, les concessionnaires automobiles, les arts, le divertissement et les loisirs, ainsi que les finances et les assurances.

Les sociétés de transport et d'entreposage facilitent souvent le **déplacement des marchandises illicites**, y compris la drogue et d'autres produits de contrebande, à l'intérieur et au-delà des frontières. Les sociétés de finances et d'assurances facilitent les **crimes financiers**, comme la fraude et le blanchiment d'argent, qui ont souvent un caractère transnational.

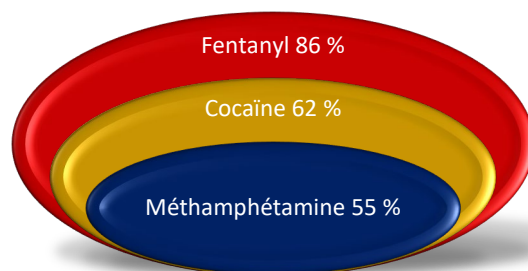
Les entreprises de vente au comptant peuvent être particulièrement intéressantes pour les GCO qui cherchent à blanchir les produits de leurs activités criminelles.



SURDOSES ET DÉCÈS PAR SURDOSE

7500+ décès ont été causés par une surdose accidentelle en 2021, soit 21 décès par jour en moyenne, selon l'Agence de santé publique du Canada. Cette tendance devrait se poursuivre.

Trois principales drogues ayant causé des décès par surdose accidentelle en 2021



46B\$ en perte de productivité, en soins de santé, en frais de justice criminelle et en autres coûts directs (*Coûts et méfaits de l'usage de substances au Canada 2015-2017*, Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances). La hausse de la consommation de substances psychotropes depuis le début de la pandémie fait **augmenter les coûts en santé publique** et la demande de traitements et de services de réduction des méfaits.

Les GCO infiltrent les logements sociaux et font le trafic de drogue vers les personnes vulnérables, incluant ceux qui souffrent de toxicomanie et/ou de troubles de santé mentale. Ils coupent aussi la drogue pour accroître la dépendance et faire augmenter la demande. Le mélange, intentionnel ou non, de stimulants avec d'autres substances cause des surdoses.

Santé Canada a émis une exemption en Colombie-Britannique en vertu du paragraphe 56(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin que les adultes ne fassent pas l'objet d'accusations criminelles pour possession personnelle de certaines drogues illégales (en vigueur du 31 janvier 2023 au 31 janvier 2026). D'autres juridictions ont soumis des demandes similaires. Certains GCO de rue adapteront leurs méthodes de trafic de drogues en augmentant leur recrutement et la fréquence de rechargement de l'approvisionnement en drogue. Il est peu probable que les importateurs, producteurs et distributeurs à gros volume illicites soient touchés.

Groupes RMEN et facilitateurs clés

14 groupes RMEN ont été identifiés, basés en Ontario (6), en Colombie-Britannique (4), au Québec (3) et en Alberta (1).

Les groupes RMEN sont impliqués dans de multiples marchés et réseaux, exploitant leurs connexions, à la fois nationales et internationales, pour maximiser leurs profits et étendre leur influence dans le paysage criminel canadien.

Les groupes RMEN exercent principalement leurs activités dans l'ouest et le centre du Canada, mais leurs réseaux nationaux s'étendent à travers le pays. Leurs réseaux internationaux s'étendent en Amérique du Nord (8), en Amérique centrale et dans les Caraïbes (7), en Asie (5), en Amérique du Sud (3), en Europe (2), en Afrique (1) et en Australie (1).

Ils entretiennent de nombreuses associations criminelles à d'autres GCO, incluant des membres de BMHL, de groupes de la mafia et de gangs de rue, ainsi que des réseaux criminels internationaux, comme des groupes de souche européenne et asiatique et à des organisations internationales de trafic de drogues.

Ils utilisent la violence stratégique pour maintenir leurs parts de marché, y compris l'extorsion et l'intimidation, l'homicide, l'enlèvement, les agressions et les incendies criminels. Plusieurs utilisent leurs associations avec des gangs de rue pour mener des activités criminelles et de la violence en leur nom, s'isolant ainsi de toute implication directe.

En plus de leur implication dans les priorités de menace de 2022 (voir la figure à la droite), tous ces groupes exploitent le secteur privé pour promouvoir leurs activités criminelles, 6 sont impliqués dans le jeu illégal, 6 dans l'importation de cocaïne, 4 dans la fraude et 1 dans l'infiltration du secteur public.

15 facilitateurs clés ont été identifiés et évalués en 2022, basés en Colombie-Britannique (8), en Ontario (4) et au Québec (3).

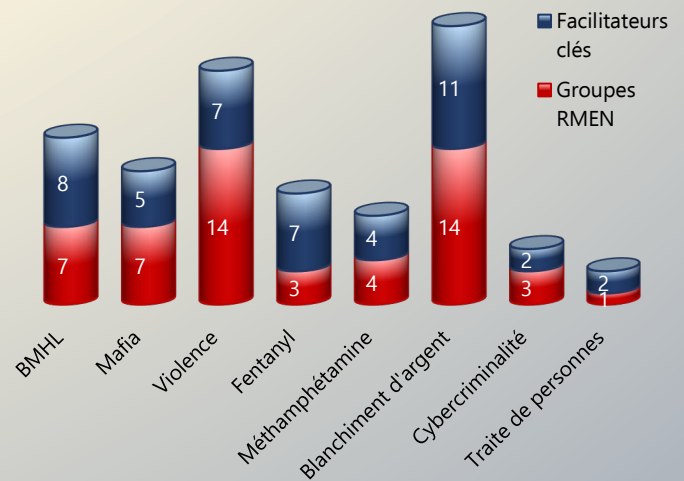
Les facilitateurs clés exploitent les réseaux criminels interprovinciaux et internationaux pour faciliter l'importation, la production et la distribution de divers produits illicites et/ou pour blanchir des millions de dollars en produits de la criminalité.

Leurs réseaux nationaux des facilitateurs clés s'étendent à travers le pays. Leurs réseaux internationaux s'étendent en Amérique du Nord (6), en Amérique centrale (4), en Asie (4), en Amérique du Sud (3), en Europe (3) et en Afrique (1).

Ils entretiennent de nombreuses associations criminelles à d'autres GCO, incluant des membres de BMHL, de groupes de la mafia et de gangs de rue, ainsi qu'à des réseaux criminels internationaux, tels que des groupes à base asiatique et des cartels mexicains.

En plus de leur implication dans les priorités de menace de 2022 (voir la figure ci-dessous), 9 exploitent le secteur privé pour poursuivre leurs activités criminelles, 2 sont impliqués dans l'importation de cocaïne, 5 dans le jeu illégal et 3 dans le marché du cannabis illicite.

Le graphique suivant met en évidence le nombre de groupes RMEN et de facilitateurs clés impliqués ou criminellement associés aux priorités de menace de 2022.



Bandes de motards hors-la-loi



Les bandes de motards hors-la-loi (BMHL) ont des réseaux criminels qui s'étendent à travers le pays d'un océan à l'autre. Les membres sont associés à des trafiquants locaux, régionaux et interprovinciaux, à des membres de la mafia, à des GCO impliqués dans l'importation de cocaïne et la production de drogues synthétiques et à des gangs de rue.

Le réseau d'une BMHL importante semble se concentrer sur l'amélioration de ses relations avec les gangs de rue et l'accroissement de son implication dans le marché des opioïdes ainsi que dans la cryptomonnaie et les casinos sur les territoires des Premières Nations. Au fur et à mesure que cette BMHL réussira à s'infiltrer dans ces marchés, le nombre de décès imputables aux opioïdes pourrait augmenter, puisque son réseau de distribution s'étend partout au pays.

expansion du réseau

Les membres arrivent à maintenir leur *pouvoir* et la *mainmise* sur leurs territoires et les autres GCO, grâce à la peur qu'ils inspirent, à leur réputation et leur collaboration avec d'autres criminels.

Les *clubs supporteurs*, subordonnés aux BMHL de parrainage, jouent un rôle clé dans l'extension de l'influence et du contrôle sur les territoires, en servant de sources de recrutement et en aidant à faciliter les activités criminelles. Ils offrent une protection et forment les nouvelles recrues et commettent des homicides, fusillades, enlèvements, voies de fait et infractions liées aux armes à feu, violations de domicile, extorsion, vols qualifiés et intimidation.

Les membres haut placés se protègent des mesures de ciblage des organismes d'application de la loi en confiant à des *intermédiaires*, comme des clubs supporteurs, des gangs de rue et d'autres GCO des activités criminelles au niveau de la rue. De plus, très peu de membres semblent se livrer à l'importation ou au trafic d'*armes à feu*. Ils ont plutôt recours à des intermédiaires qui achètent ou qui importent des armes à feu pour leur usage personnel. Les contacts accrus avec les gangs de rue partout au pays constituent pour les BMHL une source importante d'armes à feu importées des États-Unis.

L'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 permettra aux BMHL d'accroître leurs activités publiques, tout comme leurs *déplacements à l'étranger* visant à faciliter des activités illicites avec les BMHL d'autres pays. Ils se rendent la plupart du temps en Amérique [...]

[...] centrale et du Sud, dans des pays sources / de transit de drogue. Certaines BMHL vont aussi de plus en plus souvent en Europe, car elles tentent d'élargir leurs réseaux internationaux.

Les membres haut placés ne devraient pas être directement touchés par la *décriminalisation* de la possession d'une petite quantité de drogues illicites, puisque bien des membres s'occupent plutôt de la production et de l'importation et ont recours à des intermédiaires pour la distribution. Les membres utiliseront probablement des intermédiaires pour élargir le recrutement, pallier les contraintes liées au transport de petites quantités de drogue, conserver leurs profits et protéger leur part du marché. Le recours à des intermédiaires, surtout des gangs de rue, pour distribuer les drogues illicites dans la rue continuera de donner lieu à des *affrontements violents* entre divers GCO qui se disputent de nouveaux membres ou des territoires, ce qui représente un risque accru pour la sécurité publique.

La concurrence accrue dans la rue continuera probablement aussi de pousser les BMHL et d'autres GCO à *profiter davantage d'Internet* pour plus facilement faire le trafic de grandes quantités de drogues dans l'anonymat.

Plusieurs membres des BMHL sont déjà très actifs dans le milieu criminel en ligne : le jeu illégal, les paris sportifs et la manipulation des marchés boursiers internationaux génèrent des millions de dollars de profits.

cyber- criminalité

Plusieurs chapitres d'une BMHL importante utilisent de plus en plus les *bitcoins* pour blanchir l'argent, compliquant la tâche des organismes d'application de la loi, qui tentent de perturber ces activités. L'utilisation de cryptomonnaies s'étendra probablement à d'autres chapitres une fois que le succès de ce stratagème soit assuré.

Certains membres de BMHL exploitent les territoires des Premières Nations dans plusieurs provinces. Leur présence sur ces territoires leur permettra non seulement d'accroître leur implication dans le jeu illégal et de blanchir de l'argent par l'entremise des casinos, mais aussi de garder une mainmise sur le commerce du cannabis et du tabac illicites sur ces territoires et, probablement, de faciliter la contrebande d'armes à feu en provenance des États-Unis.

Réseaux de la mafia



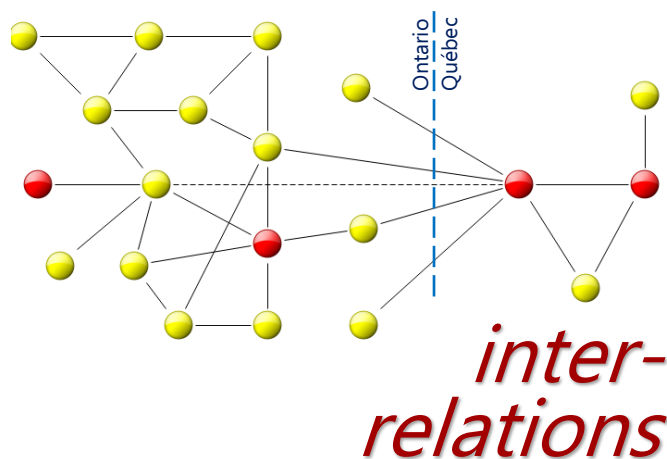
Au cœur des réseaux de la mafia au Canada se trouve traditionnellement un petit nombre de *cellules familiales*, dont les membres ont des liens de parenté par le sang ou par mariage. Ces liens familiaux, surtout dans les cellules canadiennes de la **'NDRANGHETA** et **COSA NOSTRA**, assurent un degré élevé de cohésion et de protection. Par contre, une tendance vers une structure cellulaire, particulièrement chez la jeune génération, pourrait remettre en cause les alliances traditionnelles.

30+ groupes de la mafia seraient actifs au Canada (20 de ces groupes ont été évalués par le SCRC en 2022).

Surtout basés à Hamilton (Ont.), à Toronto (Ont.) et dans la région du Grand Montréal (Qc), ces réseaux s'étendent jusqu'en Colombie-Britannique et en Alberta, et même à l'étranger dans 13 pays, où les membres ou associés se rendent, se livrent à des activités criminelles ou exploitent des entreprises privées.

Il y a beaucoup de *collaboration criminelle* entre les groupes de la mafia et, en tant que tel, collectivement, le réseau représente un niveau de menace plus élevé que chaque groupe individuellement.

Interrelations du réseau, groupes de la mafia évalués



Les groupes de la mafia *collaborent étroitement avec d'autres réseaux de GCO* pour l'importation et la distribution de drogue. Différents groupes mettent leurs ressources en commun pour financer l'importation en gros de drogues illicites.

Ces réseaux représentent toujours une menace dans le milieu criminel canadien étant donné le rôle important qu'ils jouent dans *la distribution et l'importation de cocaïne* ainsi que dans le *jeu illégal*, deux marchés criminels qui demeurent lucratifs pour ces réseaux. Ils trempent aussi dans les prêts usuraires et le blanchiment d'argent.

Solidement *établis dans le secteur privé*, ces GCO sont tous propriétaires ou exploitants d'au moins une entreprise, ce qui leur confère le statut de propriétaires d'entreprises légitimes et leur permet d'avoir une couverture pour leur lieu de rencontre et de blanchir les produits de leurs crimes. Ils continuent d'utiliser des restaurants et des cafés comme lieu de rencontre ainsi que pour faciliter leurs activités criminelles.

Certains jeunes membres du réseau sont impliqués dans des *arnaques de grands-parents*, gérant des cellules de membres qui se font passer pour des êtres chers, des policiers et/ou des avocats pour escroquer des millions de dollars à des personnes âgées. Ces escroqueries sont extrêmement lucratives et peuvent servir de tremplin, fournissant à ces membres les ressources nécessaires pour financer d'autres entreprises criminelles, notamment le prêt usuraire, le jeu illégal et les importations de drogue.

Les rivalités de longue date entre des groupes importants de la mafia en Ontario semblent s'être apaisées. À l'exception de la *fusillade* en 2022 d'un individu ayant des liens historiques avec plusieurs membres de BMHL et de la mafia basés en Ontario, il y a eu peu d'incidents violents majeurs dans ce réseau depuis le début de 2021. Néanmoins, les *représailles* pour les fusillades et les meurtres antérieurs et non vengés sont attendus.

conflits violents

À l'inverse, il y a eu plusieurs *meurtres* récents et des *tirs ciblés* de membres éminents du réseau au Québec. Des conflits de longue date entre factions conduira à de nouvelles violences. À la suite de ces conflits et des décès probables qui en résultent, entraînant des vides de pouvoir potentiels, une *continuation* de la violence est attendue alors que d'autres membres se battent pour le contrôle.

Gangs de rue

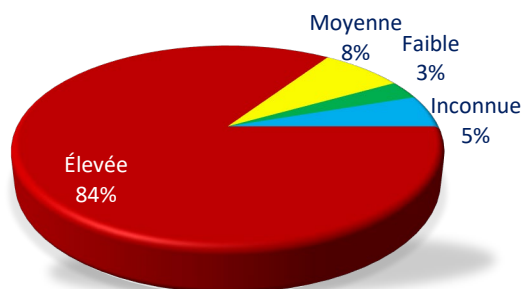


134 gangs de rue ont été évalués en 2022, une **hausse de 54 % des signalements** par rapport à 2021 et ce qui représenteraient environ le quart des plus de 500 gangs de rue actifs au Canada.

20% Encore une fois cette année, les gangs de rue comptent pour environ un cinquième de tous les GCO évalués.

Ils demeurent **le type de GCO le plus violent**, et ils se livrent à des actes de violence dans des lieux publics (homicides, fusillades, incendies criminels, etc.) qui représentent une grande menace pour la sécurité publique.

Violence perpétrée par les gangs de rue



Note	Définition
Élevée	Violence faisant partie intégrante d'une stratégie, de façon préméditée ou habituelle, ou utilisation d'une arme, en vue de faciliter les activités criminelles du groupe.
Moyenne	Violence en tant que tactique offensive spontanée, sans tenir compte des conséquences stratégiques, ou port d'une arme, en vue de faciliter les activités criminelles du groupe.
Faible	Violence utilisée comme tactique défensive seulement ou possession d'une arme.
Nulle	Aucun recours à la violence en vue de faciliter les activités criminelles du groupe.
Inconnue	Information insuffisante pour l'évaluation.

Près de la moitié des gangs de rue évalués exercent des activités à l'échelle interprovinciale ou à plus grande échelle, ce qui fait augmenter le niveau de menace des **actes de violence multi-juridictionnelles**.

Les gangs de rue de divers centres urbains mettent en place un réseau criminel provincial et étendent leurs activités et leurs réseaux à l'échelle internationale, ce qui montre **l'évolution de leurs affiliations et capacités**.

Au fur et à mesure que ces groupes diversifient leurs activités, qui deviennent de plus en plus résistantes à la perturbation par les organismes d'application de la loi, le niveau de la menace qu'ils représentent augmente.

Zones fortement touchées par la violence



Le conflit des gangs du Lower Mainland (C.-B.) oppose des GCO rivaux alignés en deux factions principales.

Offensive visant à gagner du territoire et le contrôle des réseaux de drogue a donné lieu à des fusillades, provocations en ligne et conflits entre gangs de rue dans la RGT et dans la région de la capitale nationale.

La grande région de Montréal a été le théâtre de fusillades entre gangs rivaux et d'actes de violence liés à la mafia, qui a souvent recours aux gangs de rue pour commettre des crimes en son nom.

Dans un avenir rapproché en Colombie-Britannique, les gangs impliqués dans la distribution de drogues illicites dans la rue pourraient s'adapter à la **décriminalisation** des drogues en transportant de plus petites quantités, soit en quantité égale ou légèrement inférieure à la limite permise pour la possession destinée à un usage personnel, afin d'éviter les saisies. Cela signifie que les trafiquants devront se réapprovisionner plus souvent et que le nombre de caches dans les collectivités pourrait augmenter. De plus, les gangs de rue miseront probablement sur le recrutement pour pallier ces nouvelles contraintes, ce qui fera augmenter le nombre d'incidents violents entre les groupes qui se disputent de nouveaux membres ou des territoires et ainsi accroître les risques pour la population.

Réseaux du fentanyl



Sources d'approvisionnement du fentanyl au Canada



350+ GCO seraient impliqués dans le marché canadien du fentanyl illicite. De ceux-ci, **179** ont été évalués en 2022.

C'est en **Ontario** et en **Colombie-Britannique** que se trouvent les principaux centres de production et de distribution. L'**Alberta** émerge potentiellement comme une troisième plaque tournante.

Pour la première fois, il a été signalé que des GCO dans les **provinces de l'Atlantique** sont impliqués dans la distribution de fentanyl, incluant des GCO dont les membres font aussi partie de BMHL et ont accès à leurs réseaux de distribution. Il a aussi été signalé que deux groupes au **Yukon** sont impliqués dans le transport et la distribution de fentanyl provenant de la Colombie-Britannique.

94% des GCO impliqués dans le marché du fentanyl en font la distribution. Douze GCO, tous basés en Ontario et en Colombie-Britannique, en font l'importation. Un petit nombre de groupes en fait l'exportation. Ce chiffre augmentera probablement au fur et à mesure de l'accroissement de la production intérieure.

Des gangs de rue continuent d'occuper une place importante dans les réseaux de distribution, alors que certaines BMHL deviennent de plus en plus impliqués.

La hausse des signalements concernant la distribution touche principalement les **gangs de rue**, qui représentent **37%** des GCO impliqués dans le marché du fentanyl en 2022.



La disponibilité au pays dépend des activités des GCO impliqués dans l'importation ou le détournement des précurseurs et produits chimiques et dans la production (synthèse) de fentanyl. Dans bien des cas, des **GCO collaborent** dans l'accomplissement de diverses activités. Par exemple :

Des membres d'un groupe important et détournent des précurseurs chimiques via des entreprises privées.

Des producteurs clés, en lien avec de nombreux GCO, gèrent des laboratoires clandestins (multi-kg).

Divers GCO, incluant des BMHL et des gangs de rue, distribuent le fentanyl via leurs grands réseaux nationaux et internationaux.

4 GCO se livrent à l'**importation** ou au **détournement** de précurseurs chimiques. En réalité, le nombre de GCO impliqués dans ces activités est probablement beaucoup plus élevé compte tenu du grand nombre d'importations signalées. De plus, 80 % des produits chimiques utilisés pour produire du fentanyl ne sont pas réglementés et peuvent être achetés au Canada ou importés de la Chine en toute légalité. Certains GCO utilisent des entreprises privées autorisées pour importer des produits et précurseurs chimiques utilisés dans la production du fentanyl.

21 GCO sont impliqués dans la **production de fentanyl**. Plusieurs d'entre eux fabriquent des comprimés ou coupent la drogue aux fins de la vente dans la rue.



Réseaux de la méthamphétamine



37% des GCO évalués sont impliqués dans le marché de la méthamphétamine. De ces groupes, surtout basés en Ontario, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et au Québec, 178 la distribuent, 19 en produisent, 10 en importent et 1 en exporte.

64% de hausse des GCO impliqués dans ce marché depuis 2021.

Des groupes qui font la production de méthamphétamine demeurent actifs dans le Lower Mainland (C.-B.), dans la région du Grand Montréal (Qc) et, dans une mesure moindre, en Ontario.

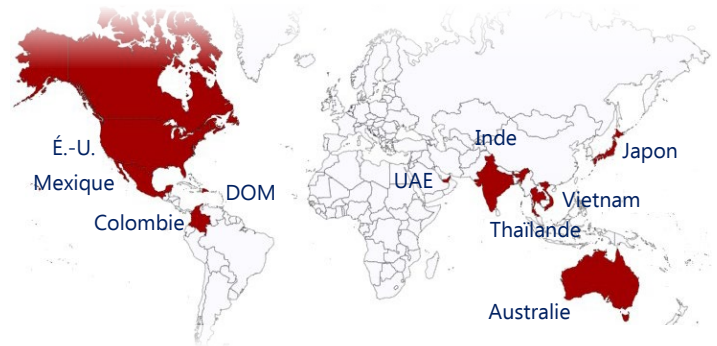
La production intérieure semble stagner, mais la méthamphétamine demeure facilement accessible. Le prix au kilogramme est à son plus bas depuis les dernières années, ce qui porte à croire que *l'importation permet de maintenir la disponibilité du produit sur le marché*. Des organismes d'application de la loi en Colombie-Britannique ont signalé une hausse de 742 % dans les saisies de méthamphétamine aux points d'entrée et entre ceux-ci de 2019 à 2020, malgré les restrictions en place à la frontière et les mesures visant à limiter les déplacements durant la pandémie de COVID-19.

Les groupes du crime organisé transnational représentent une *menace croissante* dans les marchés de la méthamphétamine au Canada. Ces groupes font l'importation de grandes quantités (plusieurs centaines de kilogrammes) de méthamphétamine et parfois d'autres substances, comme la cocaïne.

Les GCO transnationaux continuent de prouver leur capacité d'adaptation en utilisant des stratégies transfrontalières bien établies et en faisant preuve de flexibilité. Ils continuent aussi d'exporter leurs produits fréquemment, surtout en Océanie. La Nouvelle-Zélande considère maintenant que *le Canada est un pays source de méthamphétamine à risque élevé*.

réseaux transnationaux

Onze GCO sont impliqués dans l'importation de méthamphétamine et entretiennent de vastes réseaux de contacts à l'étranger, incluant aux pays suivants :



Le Mexique et la Thaïlande sont les plus grands producteurs de méthamphétamine au monde, tandis que l'Inde a une très importante industrie de précurseurs et de produits chimiques. Pour ce qui est de l'exportation, l'Australie est un marché de choix puisqu'un kilogramme de méthamphétamine vaut jusqu'à 400 000 \$ AUS.

Les réseaux d'importation évoluent constamment. Les individus qui ont des compétences avancées ou qui ont accès à des infrastructures pouvant faciliter la contrebande collaborent souvent avec d'autres associés criminels, ce qui donne lieu à *l'importation fréquente de grandes quantités* de méthamphétamine.

Les GCO canadiens qui produisent de la méthamphétamine continueront de saturer le marché au pays et différents marchés à l'étranger afin de satisfaire à la demande continue, voire croissante.

tendances à l'horizon

Les GCO transnationaux canadiens collaboreront de plus en plus afin d'importer fréquemment de grandes quantités de méthamphétamine. S'ils enfreignent la loi impunément, la menace qu'ils représentent augmentera, parce qu'ils se seront établis dans le milieu des activités transfrontalières et auront percé d'autres marchés.

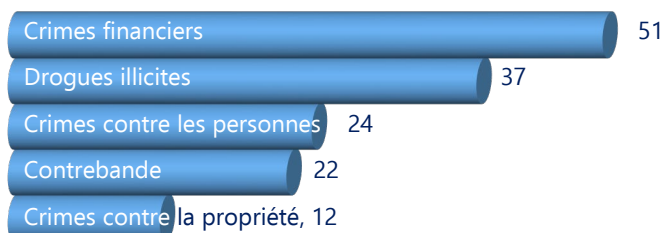
Réseaux du blanchiment d'argent



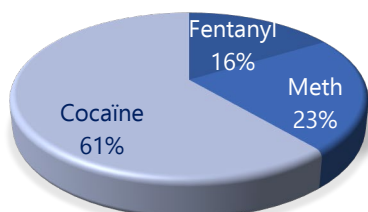
25% des GCO font du blanchiment d'argent (BA), selon l'information recueillie, mais ce pourcentage est probablement beaucoup plus élevé en réalité, car le BA est essentiel pour les GCO qui veulent utiliser les produits de leurs crimes et est relié à toutes les infractions principales. La majorité de ces groupes sont basés en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec et entretiennent des liens avec des réseaux nationaux et internationaux en Asie, en Amérique du Sud et en Europe.

51 GCO évalués ont obtenu une note élevée pour leur implication dans le BA. Ils emploient des méthodes complexes comme les systèmes informels de transfert de fonds (SITF), le BA fondé sur le commerce, le recours à des entreprises complexes (p. ex., entreprises de transfert de fonds [ETF]), les investissements importants dans l'immobilier et les stratagèmes d'une portée internationale. Ils peuvent aussi blanchir des fonds pour d'autres GCO ou confier à d'autres groupes la tâche de blanchir une partie des produits de leurs activités.

Implication dans différents marchés criminels des GCO ayant obtenu une note élevée au critère du BA



Implication dans les principaux marchés de drogue des GCO ayant obtenu une note élevée au critère du BA



83% de ces GCO trempent dans plusieurs marchés, surtout des marchés de drogue, et jouent différents rôles. Plus de la moitié d'entre eux sont impliqués dans le marché de la cocaïne, qui est l'un des marchés les plus lucratifs au Canada et qui, par conséquent, donne le plus d'argent à blanchir. Dans le marché de la cocaïne sévissent aussi de nombreux GCO représentant une menace élevée qui font partie de réseaux bien établis au [...]

[...] Canada et à l'échelle internationale, y compris les BMHL et la mafia, et qui ont accès à des méthodes complexes de BA.

Les membres de GCO exploitent des *entreprises du secteur privé*, comme des entreprises de vente au comptant, des casinos, des projets immobiliers et des ETF pour blanchir les produits de leurs crimes.

84% des GCO ayant obtenu une note élevée au critère du BA exercent un contrôle sur des entreprises privées ou les dirigent afin de faciliter leurs activités criminelles. Le principal secteur touché est celui de l'alimentation et de la boisson, qui est surtout constitué d'*entreprises de vente au comptant*, ce qui facilite le blanchiment des produits de la criminalité.

60% des GCO ayant obtenu une note élevée au critère du BA sont basés en Ontario. Le resserrement des restrictions en Colombie-Britannique a eu une incidence sur la circulation d'argent dans les casinos et les biens immobiliers et pourrait avoir poussé des GCO à exercer leurs activités de BA dans les *casinos* de l'Ontario, où on a signalé une hausse des opérations suspectes depuis 2018.

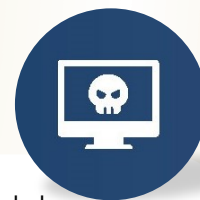
Il y a eu une hausse des activités de *jeu clandestin* à la suite de la fermeture des maisons de jeu légitimes durant la pandémie. Les professionnels qui font du BA et qui entretiennent des liens avec des GCO impliqués dans le jeu illégal pourraient avoir permis aux GCO de blanchir les produits de leurs crimes de cette façon.

La *cryptomonnaie* et les *bitcoins* sont des instruments attrayants pour le BA. Plusieurs BMHL utilisent de plus en plus les bitcoins pour blanchir leurs profits.



Réseaux de cybercriminalité

Préparée en collaboration avec le Groupe national de coordination contre la cybercriminalité (GNC3) de la GRC.



La cybercriminalité impliquant des *maliciels* demeure le type d'activité le plus souvent signalé, suivi de la *fraude s'appuyant sur la cryptomonnaie*.

Les nombreux cas de *fraude cybernétique* au Canada vont du vol d'identité à l'extorsion, les stratagèmes de rencontre, la fraude bancaire, la fraude liée à l'investissement dans la cryptomonnaie et d'autres types de fraudes et d'escroqueries.

rançongiciels

Les exploitants de rançongiciels augmentent les profits en appliquant des techniques d'*extorsion multiple* pour cibler des victimes moins susceptibles de signaler l'incident immédiatement aux organismes d'application de la loi et plus susceptibles de payer la rançon. De plus, payer une rançon n'offre aucune garantie ; certains opérateurs réextorqueront les victimes ou conserveront les données volées.

D'autres mesures prises pour contraindre les victimes à payer des rançons : cibler les services essentiels qui ne peuvent subir de temps d'arrêt pour des raisons de sécurité publique et de demande (p. ex. hôpitaux, centrales électriques, installations de purification de l'eau) et humilier les victimes en utilisant des sites de divulgations afin qu'elles effectuent un paiement.

L'utilisation de *mélangeurs de cryptomonnaie* demeure une méthode privilégiée par les cybercriminels pour brouiller le mouvement des fonds illicites, ce qui réduit leur traçabilité. Même si les transactions de cryptomonnaie comprenant des adresses illicites représentent un faible pourcentage (0,15 %) de toutes les transactions, elles se sont tout de même élevées à 14B \$ US en 2021.

crypto \$

Les cybercriminels adaptent rapidement leurs pratiques d'*ingénierie sociale* pour s'assurer d'utiliser les appâts les plus efficaces pour piéger les victimes. En 2021, les stratagèmes populaires portaient sur la COVID-19 et l'investissement dans la cryptomonnaie. En 2022, des fonds d'aide à l'Ukraine sont rapidement devenus un thème de pourriel

pour inciter les utilisateurs à ouvrir les messages et à accéder à leur contenu.

appâts thématiques

Les cybercriminels ciblent les entreprises de la *chaîne d'approvisionnement numérique* pour attaquer les clients en aval, ce qui peut leur permettre de contourner les mesures de sécurité de cibles bien défendues, compromettant ainsi un maillon peut-être plus faible de la chaîne pour accéder à des systèmes délicats.

La *finance décentralisée (DeFi)* est une technologie émergente qui permet aux utilisateurs de négocier des actifs numériques sans recourir à des intermédiaires comme les banques ou les organismes de réglementation. Les cybercriminels utilisent de plus en plus cette technologie pour éviter de se faire prendre.

dernières tendances

L'utilisation illicite de *jetons non fongibles* (NFT) est une autre tendance nouvelle. Les NFT sont des articles numériques accessibles par chaîne de blocs qui sont uniques et vendus dans des marchés spécialisés. Les NFT ont été liés à deux formes d'activités illicites : le blanchiment d'argent et les opérations fictives, qui comprennent l'exécution de transactions dans lesquelles le vendeur se trouve des deux côtés de la transaction, ce qui donne lieu à une inflation de la valeur et de la liquidité des actifs.

Il existe un marché clandestin, en pleine éclosion, d'*outils prêts à l'emploi* que les cybercriminels peuvent se procurer, y compris l'accès à des licences frauduleuses d'outils légitimes de test d'intrusion ou l'achat de services de réseau zombie pour mener une campagne d'hameçonnage en vue d'obtenir un accès initial aux organisations.

Les capacités technologiques des GCO sont considérées comme sous-déclarées. Alors que **19 %** des GCO sont évalués comme ayant adopté ou augmenté leur utilisation de nouvelles technologies, seuls 4 GCO sont impliqués dans leur développement. Les proportions réelles sont probablement plus élevées.

Le *Web invisible* est un instrument pour le trafic de divers biens illicites, y compris l'approvisionnement et la distribution d'opioïdes et d'autres drogues illicites.

De nombreux GCO utilisent des plateformes de *communication cryptées* pour échapper à la surveillance des organismes d'application de la loi, ce qui complique pour ces derniers la tâche d'évaluer l'ampleur et l'étendue des réseaux criminels et de cerner toute nouvelle menace qui pourrait se profiler à l'horizon.

Réseaux de la traite de personnes



150B\$ US de profits de la traite de personnes par année (estimés), dont 99B \$ US provenant précisément de l'exploitation sexuelle (*Organisation internationale du Travail*).

Aux yeux des GCO, la traite de personnes est une activité criminelle **lucrative, à faible risque**. À l'échelle mondiale, la traite de personnes se classe au deuxième rang des activités criminelles les plus lucratives, derrière le trafic de drogue.

La pandémie de COVID-19 a entraîné des **changements** dans le domaine de la traite de personnes, surtout en ce qui a trait à l'exploitation sexuelle.



Hausse de services offerts en ligne comme les vidéos, les photos et les séances par caméra Web.

Réduction des déplacements et des services d'escorte en personne.

Ces changements ont permis aux travailleurs du sexe (et probablement aux trafiquants et aux proxénètes) de faire de la publicité à plusieurs endroits au pays sans avoir à se déplacer, ce qui peut avoir contribué à la hausse du nombre de victimes recrutées et exploitées dans le commerce du sexe.

150% de hausse des cas d'extorsion sexuelle d'enfants de décembre 2021 à mai 2022 (*Centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet*). Des réseaux internationaux du crime organisé seraient impliqués.

Bien que **l'exploitation sexuelle** demeure la principale activité signalée dans cette sphère criminelle, les GCO se livreraient aussi au **travail forcé**.

12% des GCO évalués (79 groupes) sont impliqués dans la traite de personnes en 2022, selon l'information transmise, soit le double des signalements de l'an dernier.

- ❖ **94%** des groupes sont impliqués dans les marchés de drogues illicites (surtout la cocaïne) et **19%**, dans la criminalité financière ;
- ❖ **68%** des groupes sont basés en Ontario ;
- ❖ **53%** des groupes sont des gangs de rue ; et
- ❖ **33%** des groupes ont une portée interprovinciale ou internationale.

L'implication des GCO dans la traite de personnes est considérée comme une priorité en matière de renseignements dans plusieurs régions et, même si le nombre de signalements augmente, l'information et les renseignements recueillis demeurent limités. Plus d'informations pourraient permettre d'identifier les réseaux et les collaborateurs qui trempent dans l'exploitation à l'échelle internationale et interprovinciale.

La **route transcanadienne** est un couloir pour le transport des victimes de la traite de personnes vers diverses plaques tournantes du commerce du sexe **de l'est à l'ouest** du pays.



Des couloirs interprovinciaux relient normalement les grands centres urbains où le commerce du sexe est prospère, ce qui concorde avec le fait que les GCO impliqués dans la traite de personnes en 2022 sont basés dans les trois principaux centres de la criminalité au Canada : l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique.

COORDONNÉES ET

Remerciements

Un grand merci à nos partenaires pour leur appui soutenu et à toutes les personnes qui, malgré les défis continus causés par la pandémie de COVID-19, ont travaillé sans relâche à la production du RPCO cette année.

L'apport soutenu des organismes partenaires du SCRC est indispensable à la production d'évaluations de renseignements complètes et précises. L'adhésion aux principes de la collaboration et de la mise en commun des renseignements est essentielle. En plus de son partenariat avec les bureaux provinciaux, le Bureau central a misé sur plus d'une demi-douzaine de groupes de travail nationaux et a consulté des experts de différents organismes partenaires pour compléter son processus de collecte d'information.



Coordonnées



Bureau central du SCRC
73, promenade Leikin, arrêt postal 111
Ottawa (ON) K1A 0R2



CISC_Tasking@rcmp-grc.gc.ca
www.scrs.gc.ca